

# Elections Législatives du 23 Juin 1968

---

## CIRCONSCRIPTION DE SAINT-MALO

---

# Candidature d'Union Républicaine

---

### *Electrices, Electeurs,*

Le gouvernement d'aujourd'hui, si peu différent de celui d'hier responsable de la situation présente, dit aux électeurs :

« Choisissez entre nous et les communistes ».

Nous pensons, c'est le **sens profond de cette candidature**, qu'en réalité, **une majorité du peuple français** est favorable à des hommes qui lui offrent comme nous, une autre perspective, un meilleur avenir : une rénovation réelle de nos structures dans **l'ordre rétabli, les libertés essentielles** vraiment reconnues, la **justice sociale** et **l'Europe**.

Depuis dix ans, un pouvoir solitaire, appuyé sur une majorité inconditionnelle, a, dans tous les domaines, accumulé les erreurs de jugement, les fautes d'appréciation. La liste en est si longue que nous nous bornerons à quelques-unes :

**SUR LE PLAN SOCIAL**, l'imposition des ordonnances a été une des causes déterminantes des troubles sociaux actuels.

**SUR LE PLAN POLITIQUE**, le système du vote bloqué a faussé le libre exercice des droits du Parlement, imposé la dictature de fait d'une majorité asservie à la volonté d'un pouvoir orgueilleux, refusant systématiquement le dialogue nécessaire.

**SUR LE PLAN AGRICOLE**, rien n'a été fait pour régulariser les marchés, faussés par la disparité entre prix industriels et prix agricoles, par des importations intempestives et politiques de denrées entraînant l'effondrement des prix à la production.

**SUR LE PLAN EUROPEEN**, le refus obstiné, pour

des raisons politiques, d'inclure la Grande-Bretagne dans le Marché Commun est largement responsable de la mévente des produits bretons.

**LA POLITIQUE MILITAIRE** a sacrifié les réalités aux chimères d'une force de dissuasion militairement dangereuse et ruineuse financièrement. Rien n'a été fait pour la protection des civils en cas de conflit atomique.

**L'ENSEIGNEMENT** a été confié à des ministres éphémères qui appliquèrent à tour de rôle des réformes dont l'incohérence n'avait d'égale que l'inefficacité. C'est là, pas ailleurs, que se situe la genèse du chaos et du désordre actuels.

### **NOTRE PROGRAMME EST SIMPLE :**

— **Modifier profondément** certaines ordonnances sur la **sécurité sociale**.

— **Réviser les bases actuelles de l'impôt** sur le revenu, dans ses tranches les moins élevées.

— **Augmenter les salaires** anormalement bas, particulièrement pour la main-d'œuvre féminine.

— **Aider les petites exploitations agricoles, industrielles et commerciales** par des prêts à long terme, à faible intérêt et par l'aménagement de l'impôt, afin qu'elles puissent se moderniser, restant ainsi compétitives.

— **Aider les officiers et marins** du commerce à conclure des contrats garantissant un salaire annuel et des congés à intervalles plus rapprochés.

— **Réformer l'Université** avec la participation active des étudiants, afin de maintenir dans un



cadre nouveau une sélection indispensable, sans caractère socialement ségrégatif.

— **Résoudre le grand problème du chômage des jeunes** par la création d'emplois nouveaux liés à l'expansion et à l'industrialisation de nos régions.

— afin d'élargir les horizons d'une jeunesse qui étouffe dans l'hexagone, **nous voulons faire l'Europe**, non une Europe dérisoire des Patries, mais une Europe communautaire **des Peuples**.

— Nous exigerons **la révision du statut de l'O.R.T.F.**, pour en faire un organisme indépendant du pouvoir.

— Dans le cadre des institutions actuelles, nous entendons **restituer au Parlement son véritable rôle** le contrôle et d'initiative, ce qui suppose la sup-

pression du vote bloqué. De même, nous estimons indispensable **d'accorder aux syndicats** un rôle accru dans l'entreprise, ceci impliquant de garantir aux responsables syndicaux la possibilité de culture et de formation économique nécessaires.

— Enfin, nous jugeons dépassé et inefficace la centralisation actuelle et le département lui-même : il faut **instituer des unités régionales** disposant d'une **large autonomie administrative**, avec, à la base, **les collectivités locales** et **les corps intermédiaires** dont, trop souvent, les voix sont étouffées, les conseils ignorés, par un appareil bureaucratique aux mains des technocrates ignorants des réalités humaines.

Telles sont, à mon sens, mes chers concitoyens, **les idées** qui doivent orienter **votre suffrage** et le **voix de vos représentants**.

# Marcel PLANCHET

Entrepreneur de travaux publics  
Maire de Saint-Malo  
Conseiller Général.

Remplaçant éventuel :

**D<sup>r</sup> J. HUBERT**

Docteur en Médecine  
Premier adjoint au Maire de Combourg.